

21. enseignement supérieur secondaire technique, cours de formation pour éducateurs en service;
22. formation d'aide logistique en soins aux personnes âgées organisée par l'a.s.b.l. WEB (Werkervaringsbedrijven), à Turnhout, pour le cycle de formation 1993-1994;
23. soignant(e) qualifié(e) en aide résidentielle et à domicile du troisième degré de l'ESP, deuxième année, section aide logistique dans l'enseignement en alternance.
24. diplômé en sciences de la famille du "Centrum voor Gezinswetenschappen", enseignement supérieur social du type court pour la promotion sociale;

**Art. 2.** Les formations agréées par les autres Ministres communautaires compétents en application de l'article 2, § 4, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992, sont assimilées, pour ce qui concerne la Communauté flamande, aux formations visées à l'article 1er du présent arrêté.

**Art. 3.** Les diplômes étrangers déclarés équivalents par le Département de l'Enseignement aux diplômes prévus à l'article 1er du présent arrêté et à l'article 2, § 4, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992, sont agréés pour la Communauté flamande.

**Art. 4.** L'arrêté ministériel du 7 juillet 1994 portant agrément des formations du personnel soignant dans les maisons de repos est abrogé.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er mai 1994.

Bruxelles, le 14 mars 1995.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

N. 95 - 2804 (95 - 604)

**21 DECEMBER 1994. - Decreet betreffende het onderwijs VI. - Erratum**

In artikel 120 van het decreet van 21 december 1994 betreffende het onderwijs VI, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* nr. 54, van 16 maart 1995, blz. 5943 (Nederlandse tekst) en blz. 5963 (Franse tekst), moet het artikelnummer bij de wijzigende bepaling worden gelezen als « Artikel 87 » i.p.v. « Artikel 82 ».

TRADUCTION

F. 95 - 2804 (95 - 604)

**21 DECEMBRE 1994. - Décret relatif à l'enseignement VI. - Erratum**

A l'article 120 du décret du 21 décembre 1994 relatif à l'enseignement VI, publié au *Moniteur belge* n° 54, du 16 mars 1995, p. 5943 (texte néerlandais) et p. 5963 (texte français), il convient de lire le numéro d'article de la disposition modificatrice comme « Article 87 » au lieu de « Article 82 ».

N. 95 - 2805 (95 - 262)

**23 NOVEMBER 1994. - Besluit van de Vlaamse regering tot regeling van de toekenning van een waarborg aan financiers die actief zijn in de sector van de sociale economie. - Erratum**

*Belgisch Staatsblad* nr. 26, van 4 februari 1995, blz. 2583.

In artikel 4, § 2, 2e regel, dient men te lezen « contractueel » i.p.v. « contactueel ».

TRADUCTION

F. 95 - 2805 (95 - 262)

**23 NOVEMBRE 1994. - Arrêté du Gouvernement flamand réglant l'octroi d'une garantie aux financiers actifs dans le secteur de l'économie sociale. - Erratum**

*Moniteur belge* n° 26, du 4 février 1995, à la page 2583.

Dans l'article 4, § 2, 2e ligne, il y a lieu de lire « contractueel » au lieu de « contactueel ».

**COMMUNAUTE FRANÇAISE - FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

[S - C - 29337]

F. 95 - 2806

**27 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant des mesures particulières d'accompagnement destinées aux membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement organisés pour les enfants des Forces belges en Allemagne en raison du rapatriement de celles-ci**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'État, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993 et 4 juillet 1994;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994;

Considérant la précarité des emplois des membres du personnel de l'enseignement organisé pour les enfants des Forces Belges en Allemagne, suite notamment aux mesures de rapatriement décidées par le Ministère de la Défense nationale;

Vu le protocole du 15 juillet 1994 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de Secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 1993;

Vu l'accord de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française ayant la fonction publique dans ses attributions donné le 6 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 mars 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

**Article 1er.** Les membres du personnel soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel social, du personnel psychologique et du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, admis au stage ou nommés à titre définitif à une fonction de recrutement, à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion, dont l'emploi est supprimé dans un établissement scolaire situé en Allemagne, sont mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Ils sont réaffectés, rappelés provisoirement à l'activité de service pour une durée indéterminée ou rappelés à l'activité de service dans un établissement de la Communauté française situé en Allemagne, ou en Belgique, selon les modalités fixées par l'article 167 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, tel qu'il a été modifié, après avoir fait connaître la zone d'affectation dans laquelle ils souhaitent être réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité de service, conformément à l'article 100 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993, modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel des établissements de la Communauté française.

**Art. 2.** Dans des cas justifiés par des raisons impérieuses d'ordre social et familial, le Ministre peut autoriser les membres du personnel visés à l'article 1er à être maintenus en surnombre dans leur établissement ou dans un autre établissement situé en Allemagne et chargés de tâches pédagogiques telles que définies par le Ministre.

**Art. 3. § 1er.** Durant la période de six années scolaires consécutives débutant à la date à laquelle ils sont mis en disponibilité par défaut d'emploi et par dérogation aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974, pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, les membres du personnel visés à l'article 1er :

1° bénéficient d'un traitement d'attente équivalent, à tout moment, au traitement dont ils auraient bénéficié s'ils étaient restés dans la position administrative de l'activité de service;

2° conservent leurs titres à une nomination à une fonction de sélection et à une nomination à une fonction de promotion.

§ 2. Au terme de la période de six années scolaires consécutives visée au § 1er, les membres du personnel tombent sous l'application des mesures visées aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 précité.

**Art. 4.** Les membres du personnel nommés à titre définitif et affectés au Lycée de la Communauté française à Siegen ou dans une section d'enseignement fondamental y rattachée peuvent, à leur demande, être rappelés provisoirement à l'activité dans tout emploi occupé à titre temporaire en 1993-1994, à l'Athénée royal de Rösrath, dans toute section d'enseignement fondamental qui en dépend ou à l'Institut d'enseignement primaire spécial de la Communauté française à Rodenkirchen.

Ce rappel provisoire à l'activité s'effectue au 1er juillet 1994, date de la fermeture du Lycée de la Communauté française à Siegen.

**Art. 5.** L'article 14ter § 1er de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

"Dans les établissements d'enseignement de la Communauté française situés en Allemagne, elle fait des propositions au Ministre, en matière de réaffectation, de changement d'affectation, de complément de charge et de rappels provisoires à l'activité".

**Art. 6.** Les membres du personnel visés à l'article 5 feront l'objet d'une réaffectation dans la limite des emplois vacants au 1er octobre 1994 ou seront maintenus en rappel provisoire à l'activité de service dans les emplois temporairement vacants à cette date.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature à l'exception des dispositions reprises aux articles 1 à 3 qui produisent leurs effets au 1er septembre 1990.

**Art. 8.** Le Ministre qui a le statut des membres du personnel des établissements d'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 avril 1995.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,  
Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 - 2806

[S - C - 29337]

**27 APRIL 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere maatregelen ter begeleiding van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van de onderwijsinrichtingen voor kinderen van de Belgische strijdkrachten in Duitsland, gelet op de repatriëring van die strijdkrachten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid artikel 1, gewijzigd bij de wetten d.d. 27 juli 1971, 13 juli 1973, 19 december 1974, het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij decreet d.d. 27 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni en 19 juli 1993 en 4 juli 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1974, ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid artikel 2, gewijzigd bij besluit van de Regering dd. 4 juli 1994;

Gelet op de onvastheid van de betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor kinderen van de B.S.D., ten gevolge van de repatriëring waartoe Landsverdediging besloten heeft;

Gelet op het protocol van 15 juli 1994 van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de inspectie van financiën, d.d. 18 november 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, d.d. 6 december 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor het openbaar ambt, d.d. 6 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State d.d. 22 maart 1995;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

**Artikel 1.** De personeelsleden op wie voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 toepasselijk is, die tot de stage toegelaten of vast benoemd zijn in een wervings-, selectie- of bevorderingsambt en wier betrekking in een in Duitsland gelegen onderwijsinrichting afgeschaft is, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking. Zij worden wedertewerkgesteld, voorlopig in actieve dienst teruggeroepen voor onbepaalde duur of terug in actieve dienst geroepen in een in Duitsland of België gelegen inrichting, zoals bepaald bij artikel 167 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969, zoals gewijzigd, nadat zij meegedeeld hebben in welke zone zij wensen wedertewerkgesteld of terug in actieve dienst geroepen te worden, overeenkomstig artikel 100 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 10 juni 1993 tot wijziging van de reglementering betreffende het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Wanneer dwingende sociale of familiale redenen zulks wettigen, kan de Minister de in artikel 9 bedoelde personeelsleden machtigen om in overtal te fungeren in hun inrichting of in een andere inrichting in Duitsland, voor pedagogische opdrachten die de Minister bepaalt.

**Art. 3. § 1.** Tijdens 6 opeenvolgende schooljaren, met ingang van de datum van hun terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en in afwijking van de artikelen 2 en 3 van voormeld koninklijk besluit van 18 januari 1974, inzonderheid artikel 21 gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 4 juli 1994;

1° genieten de in artikel 1 bedoelde personeelsleden een wachtgeld dat steeds gelijkwaardig is met de wedde die zij zouden genoten hebben in de administratieve stand dienstactiviteit;

2° behouden zij hun aanspraak op een benoeming in een selectie- of bevorderingsambt.

§ 2. Na de in § 1 bedoelde 6 opeenvolgende schooljaren zijn de maatregelen van de artikelen 2 en 3 van voormeld koninklijk besluit van 18 januari 1974 op die personeelsleden toepasselijk.

**Art. 4.** Vastbenoemde personeelsleden aangesteld bij "Lycée de la Communauté française à Siegen" of een eraan verbonden afdeling voor basisonderwijs kunnen op hun verzoek voorlopig in actieve dienst worden teruggeroepen in een in 1993-1994 tijdelijk waargenomen betrekking bij het Koninklijk Atheneum Rösrath, bij een afdeling voor basisonderwijs die eronder ressorteert of bij "Institut d'enseignement primaire spécial de la Communauté française à Rodenkirchen".

Die voorlopige terugroeping gebeurt op 1 juli 1994, datum van de sluiting van "Lycée de la Communauté française à Siegen".

**Art. 5.** Art. 14<sup>ter</sup>, § 1, van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 wordt aangevuld met een 3e lid :

"In de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap in Duitsland legt ze de Minister voorstellen voor inzake wedertewerkstelling, wijziging van affectatie, aanvullende opdracht en voorlopige terugroeping in actieve dienst."

**Art. 6.** De in lid 5 bedoelde personeelsleden worden wedertewerkgesteld binnen de perken van de op 1 oktober 1994 vacante betrekkingen of blijven voorlopig in actieve dienst teruggeroepen in de op die datum tijdelijk vacante betrekkingen.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt, behalve de artikelen 1 tot 3, die op 1 september 1990 uitwerking hebben.

**Art. 8.** De Minister, bevoegd voor het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,  
Ph. MAHOUX

F. 95 — 2807

[S-C — WIN — 29427]

**2 JUN 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
établissant des dispositions temporaires en matière de vacances scolaires**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment les articles 7 et 24, § 2, alinéa 2, 10°;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 160, modifié par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982 et par les arrêtés royaux des 16 février 1983 et 29 août 1985;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment l'article 40 modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 1976, par l'arrêté royal n° 71 du 20 juillet 1982 et par l'arrêté royal du 29 août 1985;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 10 mai 1995;

Vu le protocole du 9 mai 1995 du Comité de Secteur IX et du Comité des services provinciaux et locaux — Section II, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'informer rapidement les établissements d'enseignement de la modification du calendrier scolaire pour l'année scolaire 1995-1996;